

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 28 JUIN 2000  
 INSTITUANT UN FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE  
 DENOMME "FONDS SOCIAL" ET EN FIXANT LES STATUTS

NEERLEGGING-DEPOT

REGISTR.-ENREGISTR.

10-07-2000

29-06-2000

CHAPITRE I - INSTITUTION

55.290 / 100/321

## A. DENOMINATION

*Article 1* - La Commission paritaire des grossistes-répartiteurs de médicaments décide, en application de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, d'instituer un fonds de sécurité d'existence dont les statuts sont fixés ci-après.  
 Pour l'application des présents statuts, on entend par "Fonds social" le Fonds social des grossistes-répartiteurs en médicaments.

## B. SIEGE

*Article 2* - Le siège du Fonds social est établi à 1060 Bruxelles, rue Saint-Bernard 60.

## C. OBJET

*Article 3* - Le Fonds social a pour objet :

1. de percevoir les cotisations nécessaires à son fonctionnement;
2. de financer, d'organiser ou d'octroyer des avantages sociaux complémentaires dans les domaines touchant :
  1. la ristourne sur la cotisation syndicale;
  2. la formation et l'emploi des travailleurs;

*Article 4* - Le Fonds social est institué pour une période indéterminée prenant cours le 1er janvier 1996.

## CHAPITRE II - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

## A. CHAMP D'APPLICATION

*Article 5* - Les présents statuts s'appliquent :

- a) aux employeurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire des grossistes-répartiteurs de médicaments, à l'exception des entreprises suivantes : Les Pharmacies Populaires Liégeoises s.c.r.l. à Liège-Droixhe, Vooruit Gent c.v. à Gent, De Voorzorg Mechelen c.v. à Mechelen, Pharmacies Populaires "La Sauvegarde" s.c. à Micheroux-Soumagne, Les Pharmacies du Peuple à Seraing, Groep Multipharma s.c.r.l. à Bruxelles
- b) aux travailleurs occupés par ces entreprises.

b

b

## B. ADMINISTRATION

*Article 6* - Le Fonds social est géré par un Conseil d'administration, composé paritairement de délégués patronaux et de représentants des travailleurs.

Ce Conseil comporte 14 membres, c'est-à-dire 7 délégués patronaux et 7 délégués des organisations des travailleurs.

Les membres du Conseil d'administration sont désignés parmi les membres effectifs ou suppléants de la Commission paritaire.

La durée du mandat des membres du Conseil d'administration est de quatre ans.

Le mandat est renouvelable. En cas de décès, de démission ou de révocation d'un administrateur, la Commission paritaire pourvoit à son remplacement. Le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

*Article 7* - Tous les deux ans, le Conseil d'administration désigne en son sein un président choisi parmi les représentants des travailleurs, un vice-président et un secrétaire choisis parmi les représentants des employeurs.

*Article 8* - Le Conseil d'administration se réunit sur convocation du président. Le président est tenu de convoquer le Conseil au moins une fois par an et chaque fois qu'au moins deux membres du Conseil en font la demande.

Les convocations doivent contenir l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire et signés par lui, conjointement avec le président ou celui qui préside la réunion.

Les décisions sont prises à l'unanimité. Pour que le vote soit valable, il faut que quatre membres au moins soient présents, la moitié représentant les organisations patronales et l'autre moitié les organisations de travailleurs.

Si le quorum n'est pas atteint, le Conseil d'administration est convoqué de nouveau avec le même ordre du jour. Il statue valablement lors de la deuxième réunion, quel que soit le nombre des administrateurs présents.

*Article 9* - Le Conseil d'administration a pour mission de gérer le Fonds social et de prendre toutes les mesures qui s'avèrent nécessaires à son bon fonctionnement. Il adopte à cet effet également un règlement d'ordre intérieur. Il possède les pouvoirs les plus étendus pour la gestion et la direction du Fonds social.

Le Conseil d'administration est représenté dans toutes ses actions et agit en justice par le président ou un administrateur délégué à cet effet.

Les administrateurs ne sont responsables que pour l'exécution de leur mandat et il ne leur incombe aucune obligation personnelle par suite de leur gestion à l'égard des engagements du Fonds social.

*Article 10* - Le Conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers.

*Article 11* - La gestion journalière est confiée à l'Association nationale des grossistes-répartiteurs en produits pharmaceutiques, qui déléguera le secrétaire à cette fin.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including a large signature on the left, a smaller one in the middle, and several sets of initials on the right.

### C. FINANCEMENT

*Article 12* - Le Fonds social perçoit et dispose, pour l'accomplissement de son objet social, de cotisations versées par les employeurs, dont le montant et les modes de financement ainsi que le mode de paiement sont fixés par conventions collectives de travail conclues au sein de la Commission paritaire des grossistes-répartiteurs en médicaments, rendues obligatoires par arrêté royal.

*Article 13* - Le Conseil d'administration détermine annuellement la quotité du montant des cotisations dont question à l'article 12 qui peut être utilisé pour couvrir les frais de gestion et de bon fonctionnement du Fonds social ainsi que les frais de perception, de recouvrement et de liquidation des prestations. Il peut également convenir d'une cotisation spécifique.

*Article 14* - La déclaration souscrite par chaque employeur auprès de l'Office national de sécurité sociale pour le quatrième trimestre de l'année de référence fait foi pour le calcul de la cotisation due par l'employeur.

L'employeur fait parvenir au Fonds social, au plus tard pour la fin du mois de février, une copie de la déclaration à l'Office national de sécurité sociale du quatrième trimestre ainsi qu'une déclaration attestant les cotisations dues sur un formulaire émanant du Fonds.

Pour les entreprises qui relèvent de plusieurs commissions paritaires le Conseil d'administration du Fonds social peut fixer d'autres modalités de contrôle.

*Article 15* - A l'expiration des délais de paiement fixés par la ou les conventions conclues en application de l'article 12, l'employeur est tenu de payer un supplément de 10 % à titre de pénalité de retard sur le montant des cotisations dues. Un intérêt de retard de 5 % par an est calculé sur le montant de la cotisation et du supplément de 10 % à dater du lendemain de l'expiration du délai de paiement et ce jusqu'à la date du paiement, sans qu'une mise en demeure soit nécessaire.

### D. BUDGETS - COMPTES

*Article 16* - L'exercice prend cours le 1er janvier et s'achève le 31 décembre.

*Article 17* - Chaque année, au cours du mois de décembre au plus tard, le budget pour l'année suivante est soumis à l'approbation de la Commission paritaire. En raison de circonstances particulières, le Conseil d'administration peut fixer une autre période.

*Article 18* - Les comptes de l'année écoulée sont clôturés le 31 décembre. Ils doivent être suffisamment détaillés au point de vue comptable.

Le Conseil d'administration, ainsi que le réviseur désigné par la Commission paritaire, présentent annuellement un rapport écrit sur l'exécution de leur mission au cours de l'année écoulée.

Les comptes ainsi que les rapports écrits doivent être soumis au cours du mois d'avril au plus tard à l'approbation de la Commission paritaire.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including a large signature on the left, a smaller one in the middle, and several initials on the right.

### CHAPITRE III - AVANTAGES SOCIAUX ET BENEFICIAIRES

Article 19 - Les bénéficiaires, le financement, le montant et les modalités d'octroi et de liquidation de la ristourne sur la cotisation syndicale sont fixés par une convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire des grossistes-répartiteurs en médicaments et rendue obligatoire par arrêté royal.

Article 20 - Les modalités relatives à ~~l'attribution de primes particulières, autres que celles prévues à l'article 19, les modalités de l'organisation des cours de formation professionnelle, et les travailleurs qui en bénéficient~~ sont fixés par convention collective rendue obligatoire par arrêté royal.

*aux initiatives ou aux interventions pour l'emploi et la formation*

### CHAPITRE IV - DUREE, DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Article 21 - La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1996 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties, dans les conditions suivantes :

- moyennant un préavis d'au moins 6 mois;
- au plus tôt le 1er octobre 1996;
- par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire; ~~pour les sociétés de prêts hypothécaires, d'épargne et de capitalisation.~~

La dénonciation par une des parties signataires a pour conséquence automatique la dissolution du fonds à l'expiration du délai de dénonciation.

Avant l'expiration du délai de dénonciation, la Commission paritaire est convoquée par le président ou, à la demande d'une des parties signataires.

Celle-ci décide de l'affectation des biens et des valeurs du fonds après l'apurement du passif et elle donne à ces biens et valeurs une destination conforme à l'objet en vue duquel le fonds a été institué.

La Commission paritaire désigne les liquidateurs et ~~défini~~ leurs pouvoirs.

29 -06- 2000

10 -07- 2000

N<sup>o</sup>  
N<sup>o</sup>

55.290 / 60 / 5821

#

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 28 JUNI 2000 TOT INSTELLING  
VAN EEN FONDS VOOR BESTAANSZEKERHEID "SOCIAAL FONDS" GENOEMD,  
WAARBIJ DE STATUTEN WORDEN VASTGELEGD

## HOOFDSTUK I - OPRICHTING

### A. BENAMING

*Artikel 1* - Het Paritair comité voor de groothandelaars-verdelers in geneesmiddelen beslist bij toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor **bestaanszekerheid**, een fonds voor bestaanszekerheid op te richten waarvan de statuten hierna zijn vastgesteld. Voor de toepassing van deze statuten wordt onder "Sociaal fonds" verstaan : het Sociaal fonds voor de groothandelaars-verdelers in geneesmiddelen.

### B. ZETEL

*Artikel 2* - De zetel van het Sociaal fonds is gevestigd te 1060 Brussel, Sint-Bernardusstraat60.

### C. DOEL

*Artikel 3* - Het Sociaal fonds heeft als voorwerp :

1. het **innen** van de bijdragen die nodig zijn voor zijn **werking**;
2. het **financieren**, organiseren en **toekennen** van bijkomende sociale voordelen op het gebied van:
  1. de **korting** op de syndicale bijdrage;
  2. de **vorming** en de **tewerkstelling** van de **werknemers**;

*Artikel 4* - Het Sociaal fonds wordt voor onbepaalde duur **ingesteld** **neemteen** aanvang op 1 januari 1996.

## HOOFDSTUK II - ORGANISATIE EN WERKING

### A. TOEPASSINGSGBIED

*Artikel 5* - Deze statuten zijn van toepassing :

- a) op de werkgevers van de **ondernemingen** welke ressorteren onder het Paritair comité voor de groothandelaars-verdelers in genees-middelen, met **uitzondering** van de volgende ondernemingen : Les Pharmacies Populaires Liégeoises s.c.r.l. te Liège-Droixhe, Vooruit Gent c.v. te **Gent**, De Voorzorg Mechelen c.v. te Mechelen, Pharmacies Populaires "La Sauvegarde" s.c. te **Micheroux-Soumagne**, Les Pharmacies du Peuple te **Seraing**, Groep **Multipharma** s.c.r.l. te Brussel.
- b) op de werknemers die zijn tewerkgesteld door deze **onderne-mingen**.

### B. BEHEER

*Artikel 6* - Het Sociaal fonds wordt beheerd door een Raad van beheer, paritair samengesteld uit afgevaardigden van de werkgevers en van de werknemers. Deze Raad **telt 14 leden**, **hetzij 7** afgevaardigden van de werkgevers en 7 afgevaardigden van de organisaties van de werknemers.

De leden van de Raad van beheer worden aangeduid onder de effectieve en de plaatsvervangende leden van het Paritair comité.

Het mandaat van de leden van de Raad van beheer duurt vier jaar.

Het mandaat is vernieuwbaar. In geval van overlijden, ontslag of afzetting, voorziet het Paritair comité in de vervanging. Het nieuwe lid voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

*Artikel 7* - Om de twee jaar duidt de Raad van beheer onder zijn leden een voorzitter aan gekozen onder de vertegenwoordigers van de werknemers, en een vice-voorzitter en een secretaris beide gekozen onder de vertegenwoordigers van de werkgevers.

*Artikel 8* - De Raad van beheer vergadert na samenroeping door de voorzitter. De voorzitter is gehouden de Raad minstens eenmaal per jaar bijeen te roepen en ook telkens tenminste twee leden van de Raad daarom te verzoeken.

De oproepingen moeten de agenda vermelden. De notulen worden opgesteld door de secretaris en door hem samen met de voorzitter of degene die de vergadering heeft voorgezeten, ondertekend.

De beslissingen worden eenparig genomen. Opdat de stemming geldig zou wezen moeten ten minste vier leden aanwezig zijn, waarvan de helft de werknemersorganisaties vertegenwoordigen.

Indien het quorum niet wordt bereikt, wordt de Raad van beheer opnieuw samengeroepen met dezelfde agenda. Op de tweede vergadering beslist de Raad geldig, ongeacht het aantal aanwezige beheerders.

*Artikel 9* - De Raad van beheer heeft tot opdracht het Sociaal fonds te beheren en alle maatregelen te treffen welke nodig blijken voor de goede werking ervan. Hij neemt daartoe eveneens een huishoudelijk règlement aan. Hij beschikt over de ruimst mogelijke bevoegdheden om het beheer en de directie van het Sociaal fonds waar te nemen.

De Raad van beheer wordt in al zijn acties en rechtshandelingen door de voorzitter of door een daartoe afgevaardigde beheerder vertegenwoordigd.

De beheerders zijn enkel verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat. Zij gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan ingevolge hun beheer, ten opzichte van de verbintenissen aangegaan door het Sociaal fonds.

*Artikel 10* - De Raad van beheer kan zijn bevoegdheden geheel of gedeeltelijk overdragen aan een of meerdere van zijn leden of zelfs aan derden.

*Artikel 11* - Het dagelijks beheer wordt toevertrouwd aan de Nationale vereniging van groothandelaars-verdelers in farmaceutische specialiteiten, die hiertoe de secretaris afvaardigt.

### C. FINANCIERING

*Artikel 12* - Ter uitvoering van zijn maatschappelijke doel int het Sociaal fonds - en beschikt het over - de door de werkgevers gestorte bijdragen, waarvan het bedrag en de financieringswijze, evenals de inningswijze, worden bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomsten die gesloten worden binnen het Paritair comité voor de groothandelaars-verdelers in geneesmiddelen en worden algemeen verbindend verklaard door koninklijk besluit.

*Artikel 13* - Jaarlijks bepaalt de Raad van beheer de omvang van het bedrag der bijdragen waarvan sprake onder artikel 12, die gebruikt kan worden om de kosten te dekken van het beheer en de goede werking van het Sociaal fonds, benevens de kosten van de inning, heffing en afrekening der prestaties. De Raad kan ook een specifieke bijdrage overeenkomen.

*Artikel 14* - De aangifte welke door elke werkgever voor het vierde trimester van het refertejaar is ingediend bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid is rechtsgeldig voor de berekening van de door de werkgever verschuldigde bijdragen.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including a large signature on the left and several smaller ones on the right.

De werkgever moet, ten laatste tegen het einde van de maand februari, een afschrift naar het Sociaal fonds sturen van de aangifte van de Rijksdienst voor sociale zekerheid van het derde trimester, benevens een aangifte van de verschuldigde bijdragen en dit op een formulier dat van het Fonds uitgaat.

Voor ondernemingen die tot meerdere paritaire comités behoren, kan de Raad van bestuur van het Sociaal fonds voorzien in andere controlemodaliteiten.

*Artikel 15* - Na de door de gesloten overeenkomst of overeenkomsten bepaalde betalingstermijn moet, ter uitvoering van artikel 12, de werkgever een supplément betalen van 10 % op het bedrag van de verschuldigde bijdragen. Een jaarlijkse verwijlinterest van 5 % wordt berekend op het bedrag van de bijdragen en van het supplément van 10 % vanaf de dag welke volgt op het verstrijken van de betalings-termijn en tot de datum van betaling, zonder dat een ingebrekestelling is vereist.

#### D. BEGROTINGEN - REKENINGEN

*Artikel 16* - Het dienstjaar vangt aan op 1 januari en eindigt op 31 december.

*Artikel 17* - Ieder jaar wordt ten laatste in de maand december, de begroting voor het volgend jaar ter goedkeuring voorgelegd aan het Paritair comité. In bijzondere omstandigheden mag de Raad van beheer een andere période vastleggen.

*Artikel 18* - De rekeningen van het verstreken jaar worden afgesloten op 31 december. Ze moeten boekhoudkundig voldoende zijn gedetailleerd.

De Raad van beheer, alsook een bedrijfsrevisor aangewezen door het Paritair comité, stellen jaarlijks een geschreven verslag op over de uitvoering van hun taak in de loop van het verstreken jaar.

De rekeningen, evenals de geschreven verslagen moeten ten laatste in de maand april ter goedkeuring worden voorgelegd aan het Paritair comité.

#### HOOFDSTUK III - SOCIALE VOORDELEN EN RECHTHEBBENDEN

*Artikel 19* - De begunstigden, de financiering, het bedrag en de modaliteiten van de toekenning en de verrekening van de korting op de syndicale bijdrage worden vastgelegd door een collectieve arbeidsovereenkomst die wordt afgesloten binnen het Paritair comité voor de groothandelaars-verdelers in geneesmiddelen en worden algemeen verbindend verklaard door koninklijk besluit.

*Artikel 20* - De modaliteiten betreffende de initiatieven of tussenkomsten voor de tewerkstelling en de vorming worden vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

#### HOOFDSTUK IV - DUUR, ONTBINDING EN VEREFFENING

*Artikel 21* - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1996 en is gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd, onder volgende voorwaarden :

- een opzeggingstermijn van minstens 6 maanden
- ten vroegste op 1.10.1996
- door een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair comité, voor de maatschappijen voor hypothecaire leningen, sparen en kapitalisatie.

De opzegging door één der ondertekende partijen heeft automatisch de ontbinding van het fonds tot gevolg, na het verstrijken van de opzeggingstermijn. Voor het verstrijken van de

opzeggingstermijn moet het Paritair comité worden samengeroepen door de voorzitter, of op verzoek van een van de ondertekende partijen.

Dit Paritair comité beslist over de bestemming van de goederen en waarden van het fonds na aanzuivering van het passief en geeft aan deze goederen en waarden een bestemming welke in overeenstemming is met het doel waartoe het fonds werd opgericht.

Het Paritair comité duidt de vereffenaars aan, en omschrijft hun bevoegdheden.

Handwritten signature or initials in black ink, consisting of several stylized characters.